

**Libye - Initiative du 25 juillet -
Déclaration de M. Emmanuel
Macron, président de la République**
(La Celle Saint-Cloud, 25 juillet 2017)

Monsieur le Premier ministre,

Maréchal,

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Représentant spécial des Nations unies,

Je crois qu'aujourd'hui, la cause de la paix en Libye a fait un grand progrès et je veux vraiment vous remercier pour le travail fait, remercier le président du conseil présidentiel, Son Excellence, Monsieur Favez el-Sarraj, et le commandant de l'armée nationale libyenne, Son Excellence, le général Khalifa Haftar, qui ont adopté aujourd'hui la déclaration conjointe qui vient de vous être lue à l'instant et qui trace le chemin, la feuille de route d'une réconciliation nationale en soutien aux efforts du tout prochain représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Monsieur Ghassan Salame, dont je salue la présence à nos côtés aujourd'hui.

Je crois profondément que la guerre civile n'a rien d'inéluctable et par le dialogue, la paix peut l'emporter. C'est ce que l'étape d'aujourd'hui tend à démontrer dans les faits et ce dont je souhaite vous remercier. C'est ce que nous avons contribué, je crois, à faire aujourd'hui pour la population libyenne, pour la stabilité dans la région et pour le succès de la lutte implacable que nous menons contre le terrorisme.

Le 17 décembre 2015, un accord historique a été signé à Skhirat sous l'égide de la médiation des Nations unies et depuis, de nombreux obstacles ont empêché sa pleine mise en oeuvre en dépit des efforts déployés par tous les amis de la Libye et par les Libyens de bonne volonté. Il en est résulté de grandes souffrances pour le peuple libyen, des offensives de plus en plus dangereuses de Daech en Libye même et contre la Tunisie, avec le risque que la Libye ne devienne un sanctuaire pour les organisations terroristes. Et je forme le vœu que ces violences, ces divisions, ces haines puissent désormais appartenir au passé.

Des succès militaires importants ont été remportés sous vos autorités contre les groupes terroristes à Benghazi grâce à l'armée nationale libyenne, à Syrte grâce à l'action de l'opération al-Bunyan al-Marsous et je rends hommage à tous ses combattants. Et dans le même temps, le président du conseil présidentiel, Monsieur al-Sarraj, a tout fait, en se réinstallant à Tripoli, pour engager la construction d'un État libyen doté d'institutions efficaces et respectées mais les

divisions politiques, les rivalités militaires menacent de réduire à néant ces efforts. Et c'est dans ce contexte-là qu'une nouvelle impulsion était nécessaire.

Je veux ici saluer l'action du précédent représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Monsieur Martin Kobler, qui a oeuvré pendant un an à convaincre les uns et les autres de mettre en oeuvre l'accord de Skhirat et je veux ici rendre hommage au travail conduit par l'Union européenne, tout particulièrement par l'Italie et mon ami Paolo Gentiloni qui a beaucoup oeuvré aussi et avec lequel nous avons beaucoup échangé en préparation de la déclaration d'aujourd'hui, l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie, les Émirats arabes unis, le Maroc et l'Union africaine qui ont pris de multiples initiatives allant dans la même direction que ce que nous venons d'acter aujourd'hui dans cette déclaration conjointe, c'est-à-dire celle de la réconciliation et de la paix.

Aujourd'hui, le président al-Sarraj et le général Haftar peuvent devenir les symboles de l'unité nationale et d'un engagement pour la réconciliation et la paix. Et je veux vous le dire avec beaucoup de solennité, le courage qui est le vôtre aujourd'hui en étant présents ici et en agréant cette déclaration conjointe est historique. C'est celui de prendre le risque, malgré ce qui aurait pu vous opposer, malgré l'action des uns ou des autres, d'oeuvrer ensemble dans un processus de réconciliation nationale et de construction d'une paix dans la durée.

Au cours de cette rencontre, vous vous êtes engagés à renoncer à la lutte armée sauf, bien entendu, contre les groupes terroristes. Et ce qui est acté dans la déclaration qui vient d'être lue, c'est donc un processus d'abord de cessez-le-feu, essentiel évidemment à toute avancée, l'accord pour aller vers un processus électoral au printemps, évidemment, dans le cadre actuel de l'accord de Skhirat, et le travail pour une réconciliation politique inclusive visant à donner une place à l'ensemble des groupes politiques qui auront vocation justement à amender dans la durée ces accords de Skhirat et à construire le cadre constitutionnel qui pourra découler du processus électoral.

C'est par cette feuille de route que la paix et la réconciliation nationale pourront être construites. Les enjeux de cette réconciliation, ils sont immenses. Ils sont immenses pour le peuple libyen qui, depuis plusieurs années, vit dans la souffrance, les déstabilisations, le risque terroriste. Ils sont considérables pour toute la région car, si la Libye échoue, c'est toute la région qui échouera avec elle et en particulier les pays directement voisins. Et c'est un processus qui est essentiel pour l'Europe toute entière car, si nous ne réussissons pas ce processus, à travers les risques terroristes, à travers les conséquences migratoires qu'un tel échec produirait, les conséquences sur nos pays sont directes.

Ce processus va permettre de construire cette réconciliation et de lutter encore plus efficacement contre le terrorisme et le trafic car les deux ont partie liée dans toute la région. Éradiquer le trafic d'armes qui nourrit les groupes terroristes et qui est directement connecté à la situation de déstabilisation que nous vivons au Sahel et que nos soldats ont à combattre avec Barkhane. Éradiquer le trafic humain qui nourrit les voies de la migration, qui fait qu'aujourd'hui, plusieurs centaines de milliers de migrants sont en Libye, ce qui déstabilise profondément le pays, ce qui déstabilise l'Europe et ce qui nourrit le trafic dont les seuls bénéficiaires aujourd'hui sont les mouvements terroristes eux-mêmes. Enfin c'est le trafic financier qui sous-tend l'action, on le sait, des terroristes dans toute la région, qu'il s'agisse du financement lié aux activités pétrolières ou de tout autre financement, quelle qu'en soit la

forme, qui permet au terrorisme de continuer à s'activer dans la région.

La détermination aujourd'hui qui est la vôtre, c'est celle qui sera et qui est aujourd'hui la nôtre. Je ferai tout pour accompagner l'effort qui est le vôtre à la fois dans ce processus de réconciliation, mais pour lutter avec efficacité contre tous ces groupements terroristes, qu'ils agissent en amont de la Libye, sur le territoire libyen ou en exploitant justement la situation libyenne vers nos propres pays.

Ce qui se passe aujourd'hui en Libye est en quelque sorte le noeud d'une déstabilisation à multiples visages. Cette déstabilisation, c'est celle qui est produite par les terroristes de Daech, d'al-Qaïda et de nombreux autres mouvements qui agissent au Proche, Moyen-Orient ou dans le reste de l'Afrique. Il convient de les éradiquer du territoire libyen et de vous y aider. Ensuite, ces mouvements visent également à profiter de la déstabilisation politique, de la manne économique et financière qui peut exister en Libye pour prospérer. Là aussi, notre action sera résolue pour stopper ce mouvement.

L'Union européenne et nos principaux partenaires européens sont pleinement en accord avec la démarche qui est ici conduite et dont nous déclinerons sous toutes les formes évidemment les modalités et le plan d'action pour agir aux côtés de la France, en soutien avec votre initiative, et pour accompagner le travail que vous avez décidé aujourd'hui d'engager.

Beaucoup vient d'être accompli mais beaucoup reste à faire et nous avons longuement discuté en détail du processus politique que vous aurez à conduire, du processus sécuritaire pour stopper ces trafics en amont de la Libye, sur les côtes libyennes et sécuriser l'ensemble du territoire libyen et également du travail de réconciliation économique qui permettra à votre gouvernement d'agir efficacement au bénéfice du peuple libyen et non pas en subissant les détournements de tel ou tel groupe d'intérêt.

Il appartient maintenant au prochain représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Monsieur Ghassan Salame, dont la présence revêt une grande importance, d'aider au cours des prochains mois l'ensemble des protagonistes afin que l'accord de Skhirat produise tous ses effets jusqu'à l'adoption d'une constitution ou l'organisation d'élections. La France, avec ses partenaires de l'Union européenne, du conseil de sécurité, mais aussi de la région et notamment la Ligue arabe et l'Union africaine, restera pleinement mobilisée et engagée au service d'une paix qui est aussi pour nous un impératif de sécurité nationale, régionale et internationale.

Je dois vous le dire, le peuple libyen mérite cette paix et nous la lui devons et la Méditerranée a besoin de cette paix. C'est pourquoi je remercie Monsieur le Président Fayezi al-Sarraj, Monsieur le Maréchal Khalifa haftar de la promesse que vous nous faites aujourd'hui, de l'engagement qui est le vôtre et je veux vous assurer de tout l'engagement qui est aussi le nôtre à vos côtés.

Je vous remercie./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)